Insee Conjoncture
Bourgogne
N° 3
Janvier 2015

Troisième trimestre 2014 : forte baisse de l'emploi

Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand se dégrade en Bourgogne avec un recul de 0,9 %. Le repli est deux fois plus important qu'en France métropolitaine où il s'établit à 0,4 %. Les pertes d'emplois touchent tous les secteurs, y compris l'intérim. Elles concernent aussi tous les départements de la région. Le chômage augmente, notamment celui des jeunes. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C augmente de 0,8 %, une progression toutefois plus faible qu'au niveau national (+ 1,7 %). Les difficultés s'accentuent dans le secteur du logement avec une forte baisse du nombre de logements commencés. Par ailleurs, la création d'entreprises fléchit, notamment dans la construction et le commerce, tandis que les défaillances augmentent. Le seul bémol dans ce panorama plutôt morose du troisième trimestre 2014 concerne la fréquentation hôtelière, bien orientée dans la région du fait de la fréquentation étrangère. L'augmentation de 2,7 % des nuitées hisse ainsi la Bourgogne au deuxième rang des régions métropolitaines.

Alain Ribault, Insee

Rédaction achevée le 26 janvier 2015

La crise s'installe dans tous les secteurs d'activité

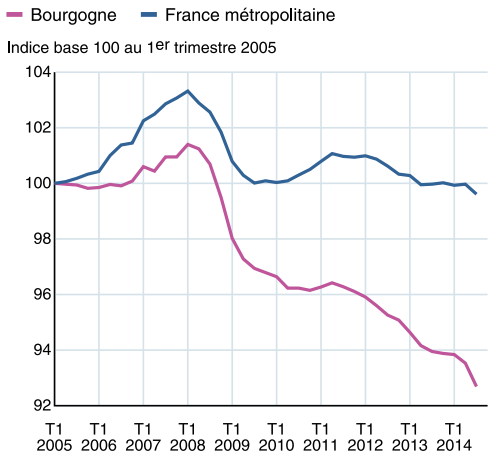
L'emploi salarié marchand non agricole recule en Bourgogne au troisième trimestre 2014 plus fortement encore que lors des deux trimestres précédents. Il diminue de 0,9 % soit 3 100 emplois de moins. Cette détérioration est aussi plus marquée qu'au niveau national où elle atteint 0,4 %. Sur un an, la région perd 4 700 emplois, une baisse de 1,3 %, très supérieure à celle de la France métropolitaine (- 0,4 %). *(figure 1)*

La construction s'enfonce dans la crise avec une perte de 500 emplois qui s'ajoutent aux baisses des trimestres précédents. Ce secteur compte ainsi 2 200 emplois de moins qu'en septembre 2013 ; en un an les effectifs baissent de 3,6 % dans la région et de 2,6 % au niveau national.

L'industrie continue aussi de perdre des emplois, 570 ce trimestre (- 0,6 %), après 720 le trimestre précédent. Sur une année, 1 900 emplois industriels ont été supprimés dans la région. Cette baisse de 2 % des effectifs est presque deux fois plus forte que celle observée au niveau national (- 1,2 %).

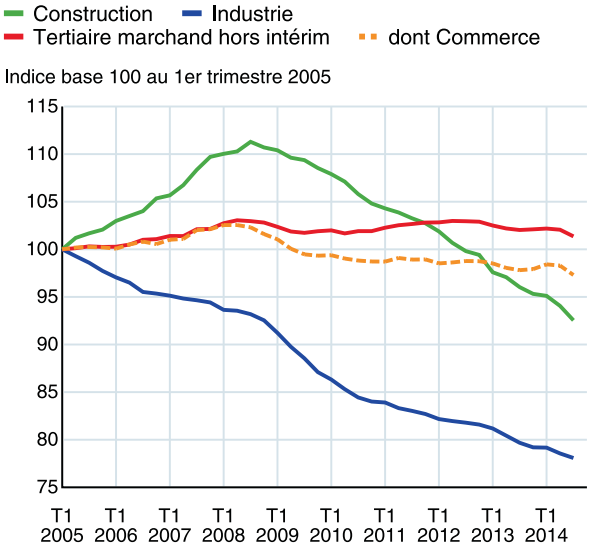
Le tertiaire marchand s'effondre lui aussi alors qu'il avait gagné des emplois au deuxième trimestre. Il perd 2 000 emplois ce trimestre soit une baisse de 0,9 % trois fois plus importante qu'au niveau national. En particulier la situation du commerce se dégrade à nouveau : 750 emplois sont supprimés, après la stabilité du trimestre précédent. Par ailleurs, 600 emplois intérimaires sont supprimés alors que l'intérim avait gagné 150 emplois le trimestre précédent. *(figure 2)* *(figure 3)*

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Bourgogne

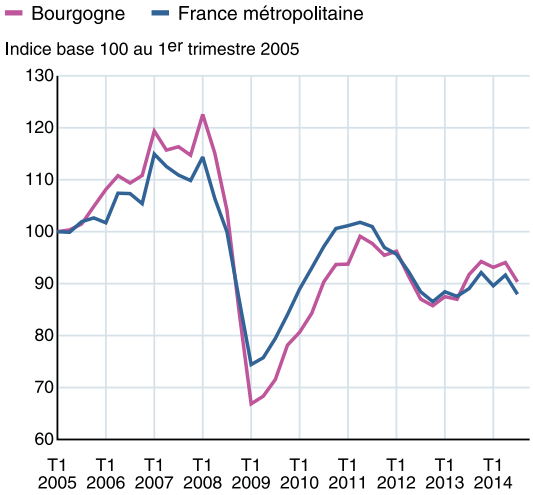


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois.

Baisse de l'emploi dans tous les départements

C'est dans l'Yonne que la dégradation de l'emploi est la plus marquée avec une baisse de 1,4 % des effectifs alors qu'ils progressaient depuis le début de l'année. Plus de 900 emplois sont détruits dont 340 dans les services marchands.
L'emploi se dégrade aussi en Côte-d'Or avec la perte de 1 000 postes ce trimestre (- 0,8 %). L'intérim connaît la baisse la plus brutale de la région avec une chute de 380 emplois (- 7,7 %). Dans l'industrie comme dans la construction, les effectifs continuent de baisser. Et le commerce est touché à son tour : il perd 200 emplois (- 0,9 %) alors qu'il en avait gagné 70 (+ 0,3 %) en juin.
La situation reste difficile en Saône-et-Loire où 1 000 emplois sont supprimés ce trimestre (- 0,9 %). Tous les secteurs sont concernés à l'exception des activités financières et d'assurance. L'industrie perd 370 emplois, l'intérim en perd plus de 200, le commerce et la construction une centaine chacun.
Dans la Nièvre, l'emploi faiblit légèrement avec 200 postes de moins (- 0,5 %). Fait remarquable, il reste stable dans l'industrie et augmente d'une centaine de postes dans l'intérim. À l'inverse, il diminue plus fortement que les autres départements dans la construction (100 emplois de moins soit une baisse de 3 %) et dans le commerce (150 emplois de moins soit une baisse de 1,8 %). Il diminue aussi d'une centaine de postes dans le tertiaire marchand malgré la création d'une cinquantaine de postes à Saint-Pierre-le-Moûtier par une société spécialisée dans le nettoyage.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

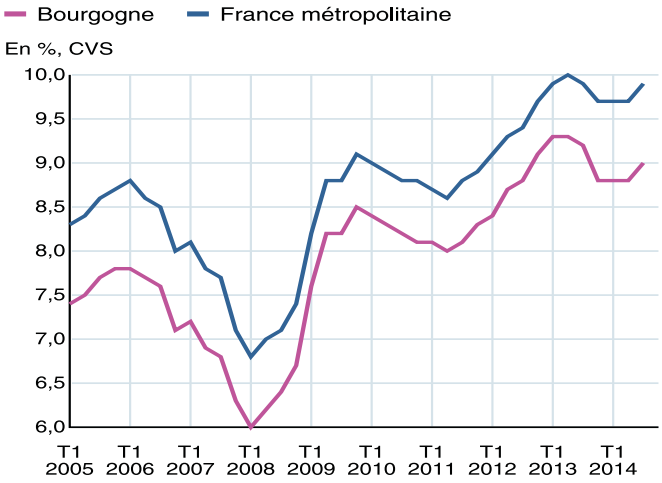


Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois.

Hausse contenue du nombre de demandeurs d'emploi

Fin septembre 2014, 120 100 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi en Bourgogne, soit 1 000 de plus sur un trimestre. Cet accroissement de 0,8 %, est toutefois moins important qu'au deuxième trimestre et deux fois plus faible qu'en France métropolitaine (+ 1,7 %). Le nombre de seniors inscrits à Pôle emploi augmente moins vite avec 200 inscrits de plus (+ 0,8 %) contre 600 de plus au second trimestre 2014. Le chômage de longue durée reste stable. Mais le chômage des jeunes repart à la hausse, + 1,8 %, après avoir baissé en début d'année 2014 puis s'être stabilisé en milieu d'année.

4 Taux de chômage



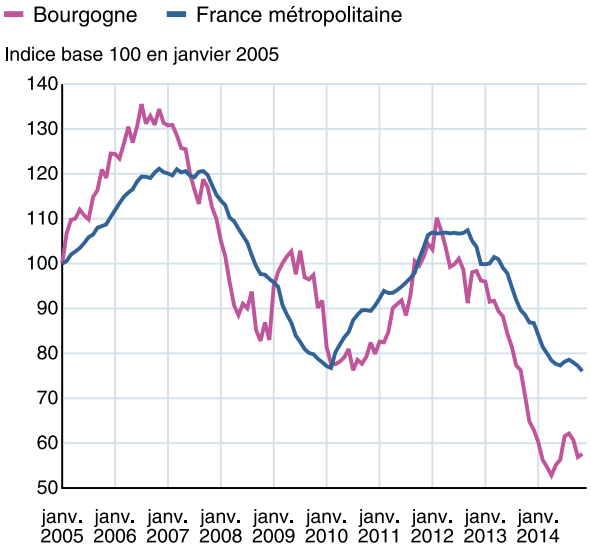
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France).

Le taux de chômage s'établit à 9 % en Bourgogne contre 8,8 % en juin 2014. Il reste inférieur au taux de la métropole 9,9 %. *(figure 4)*
C'est dans l'Yonne qu'il est le plus élevé, 9,7 %, suivi de la Nièvre, 9,4 %, où il a peu progressé ce trimestre. Il reste plus faible en Côte-d'Or, 8,4 %, malgré une hausse de 0,3 point ce trimestre. La Saône-et-Loire est en position intermédiaire avec un taux de 9,2 %.
Ce trimestre, seulement 14 700 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi, soit une diminution de 3,7 % par rapport au deuxième trimestre.

Nouveau recul des mises en chantier

Les difficultés s'accentuent dans le secteur du logement. Le nombre de logements commencés chute de 6,3 % en glissement annuel sur un trimestre, une baisse plus forte que celle observée en France métropolitaine (- 1 %) et plus forte que celle du deuxième trimestre 2014. À terme cependant, les mises en chantier devraient reprendre. En effet, le nombre de permis de construire poursuit sa progression au troisième trimestre, + 7,7 %, après + 2,9 % en juin. Il n'augmente que de 0,8 % au troisième trimestre en France métropolitaine. *(figure 5) (figure 6)*
La construction de locaux reste stable en Bourgogne. Les surfaces commencées diminuent de 0,2 %, en glissement annuel sur un trimestre alors qu'elles chutent de 2 % en France métropolitaine. Les autorisations de construction progressent légèrement, de 0,1 % dans la région et baissent de 3,7 % en France métropolitaine.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

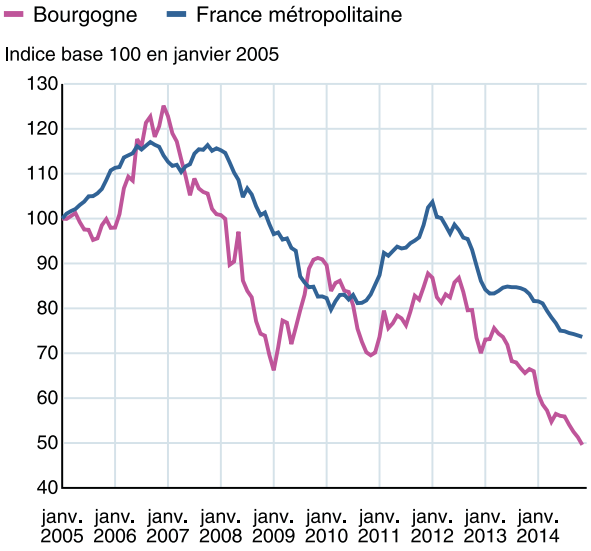


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

Le tourisme toujours aussi dynamique

La fréquentation hôtelière progresse en Bourgogne au cours du troisième trimestre par rapport à l'an passé avec une hausse de 3,6 % des arrivées et de 2,7 % des nuitées. Cette augmentation des nuitées place la Bourgogne au deuxième rang des régions françaises avec l'Alsace, après le Nord-Pas-de-Calais (+ 4,8 %). Ces bons résultats bourguignons reposent sur la fréquentation de la clientèle étrangère dont les arrivées et les nuitées progressent respectivement de 10,5 % et de 9,9 % alors que la clientèle française diminue. Les Belges (144 000 nuitées) et les Hollandais (104 800 nuitées) constituent les clientèles étrangères les plus importantes ce trimestre. En lien avec la hausse de la fréquentation, le taux d'occupation des hôtels augmente de 1,5 points et s'établit à 65,6 %. *(figure 7)*
Dans l'Yonne et en Saône-et-Loire, les clientèles française et étrangère sont venues plus nombreuses. En Côte-d'Or, la hausse de la clientèle étrangère, clientèle majoritaire du département, compense la baisse de la clientèle française. Dans la Nièvre, l'augmentation des nuitées de la clientèle étrangère (+ 2,9 %) ne compense pas la baisse de la clientèle française (- 3,9 %).

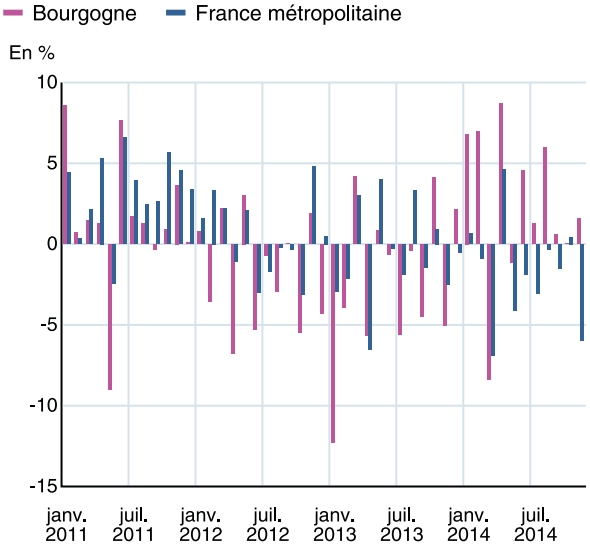
6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

Dans l'hôtellerie de plein air bourguignonne, la saison 2014 est décevante avec une baisse de 1,6 % des nuitées. Elle a pourtant démarré avec un excellent mois de juin de 200 000 nuitées contre 160 000 l'année précédente, soit une progression de 25 %. Mais avec les aléas climatiques de l'été, la fréquentation se replie en juillet et en août.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

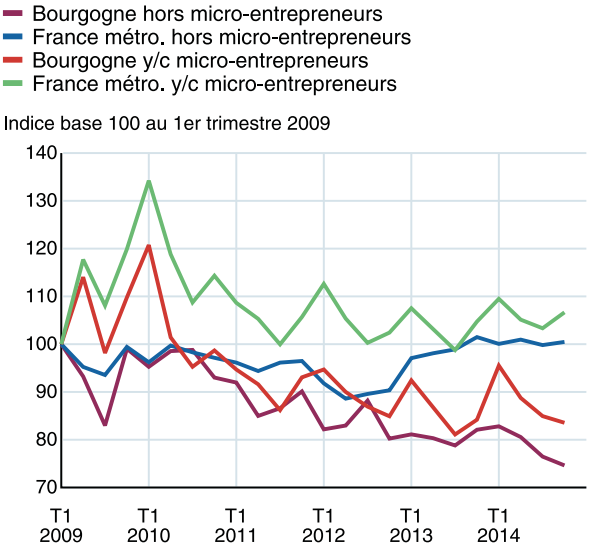


Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.
Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux.

Nouveau recul des créations d'entreprise

La création d'entreprise continue de diminuer : - 3,6 % au troisième trimestre 2014 après un repli de 6,3 % au deuxième trimestre. Cette baisse est plus marquée en Bourgogne qu'au niveau national (- 1,3 %). Ce recul de la création d'entreprises concerne davantage les entreprises classiques (- 4,5 %) que les micro-entreprises. *(figure 8)*
Dans les secteurs de la construction et du commerce, deux secteurs qui pèsent lourd dans la création d'entreprises, la baisse, déjà observée au trimestre précédent, s'est fortement accélérée. La création d'entreprises chute aussi fortement dans l'hébergement et restauration ainsi que

8 Création d'entreprises



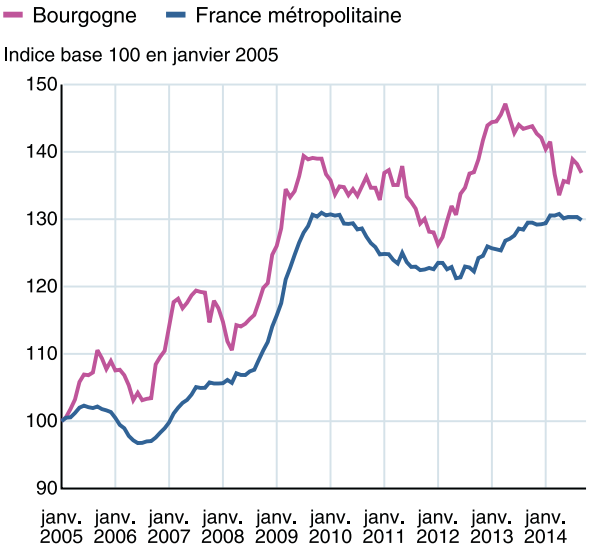
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes.
Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

dans les activités immobilières, après avoir augmenté au trimestre précédent. La création d'entreprise reste stable dans l'information et communication et progresse uniquement dans les activités financières d'assurance avec 65 créations contre 38 au second trimestre.
La création de micro-entreprises progresse en Côte-d'Or de 3,7 % et chute fortement en Saône-et-Loire (- 14,7 %). La création de sociétés reste stable uniquement dans la Nièvre et décline dans les autres départements, le plus durement en Côte-d'Or (- 31,7 %).

Légère progression des défaillances d'entreprise

Les défaillances d'entreprises augmentent en Bourgogne de 1 % en glissement annuel après deux trimestres consécutifs de baisse alors qu'elles diminuent de 0,4 % en France sur la même période.
Ce trimestre, 318 entreprises ont cessé leur activité. Les secteurs les plus touchés sont le commerce et la réparation automobile devant la construction et l'hébergement et restauration. *(figure 9)*
Les défaillances progressent dans la Nièvre et dans l'Yonne. Elles diminuent en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire. ■

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben.

Contexte national - Les freins se desserrent un peu

Au troisième trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au quatrième trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au premier semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

Contexte international - Légère embellie en zone euro

Au troisième trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Bourgogne
2, rue Hoche - BP 83509
21035 Dijon Cedex

Directeur de la publication :
Mayo Moïse

Rédacteur en chef :
Chantal Prenel

ISSN : 2269-3866
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Les freins se desserent un peu - note de conjoncture nationale de décembre 2014.
- L'activité atone pèse sur l'emploi en Bourgogne - Insee Conjoncture Bourgogne n° 2, octobre 2014.

Insee
Mesurer pour comprendre
Bourgogne